

# Analyse

[www.entraide.be](http://www.entraide.be)

## Qui sème la patate récolte la souveraineté alimentaire !



Le 17 avril 1996, 19 paysans sans terre sont assassinés au Brésil. Depuis lors, à l'initiative du mouvement Via Campesina, tous les ans, le 17 avril, déclaré journée internationale des luttes paysannes, est l'occasion de mettre celles-ci à l'honneur.

Le thème de cette année était l'accès à la terre. Des événements se sont organisés partout dans le monde et, notamment, à Haren, dans le nord de Bruxelles. Haren, c'est le dernier village agricole de la région bruxelloise et il est menacé de toutes parts par le béton. C'est pour exprimer ses inquiétudes face à l'avancée du bitume sur les terres agricoles en Belgique que le RéSAP (Réseau de Soutien à l'Agriculture Paysanne) a rassemblé, le 17 avril, dans cette commune, une soixantaine de mouvements, d'associations et d'ONGs en faveur de la souveraineté alimentaire - dont Entraide et Fraternité.

Cette journée a vu naître le mouvement des *patatistes*.

Les *patatistes* sont des citoyens/nes, des paysans/nes, des membres d'associations, de syndicats agricoles, d'ONGs, actifs au Nord et au Sud, au niveau local et au niveau global, qui s'unissent pour défendre l'accès à la terre et la souveraineté alimentaire tout en voulant intensifier la lutte paysanne. Ce 17 avril, ils ont mené une action symbolique de récupération du contrôle de la terre en plantant des patates dans un champ sur lequel est prévue l'installation d'une prison gigantesque.

L'accès à la terre et son contrôle restent des enjeux importants pour les mouvements paysans et pour ceux qui les soutiennent et qui se rassemblent, au Sud et au Nord, sous la finalité de la souveraineté alimentaire.

■ Maxime Caudron et Carmelina Carracillo  
Département Politique  
Juin 2014

Pour que la Terre tourne plus **JUSTE** !



## Au Sud

Dans les pays du Sud, comme déjà analysé précédemment dans une étude d'entraide et fraternité<sup>1</sup>, **c'est le phénomène d'acquisition massive de terres qui pose problème**. L'accaparement de terres, c'est le processus par lequel des investisseurs privés (entreprises) ou publics (États), étrangers ou nationaux, prennent le contrôle de grandes étendues de terres agricoles par des contrats négociés avec un État « propriétaire » de la terre<sup>2</sup>.

En soi, l'accaparement de terres n'est pas un phénomène nouveau, mais c'est **son ampleur qui interroge**. Plusieurs facteurs interviennent pour expliquer cette pression sur la terre.

La **croissance démographique** incite à accroître les surfaces agricoles et les logements. L'**urbanisation** croissante (50% de la population mondiale vit en ville) s'opère au détriment des terres agricoles : les citadins sont dépendants d'un nombre toujours plus faible d'agriculteurs.

Les **modes de consommation au Nord** sont très « gourmands en terres » (la forte demande de viande implique un élevage intensif de bétail, lui-même nourri par des produits issus de cultures intensives). Ils engendrent un énorme gaspillage (en Europe, 50% de la nourriture est gaspillée<sup>3</sup>). S'ajoute à cela **l'émergence d'une classe moyenne** dans certains pays (Brésil, Chine, Inde...) qui adopte le mode de consommation occidental<sup>2</sup>.

Le **réchauffement climatique et la crise énergétique** inquiètent certains pays qui sont dépendants pour leurs approvisionnements (Japon, Péninsule arabique, UE...) et qui investissent dans la terre pour produire de la nourriture et des **agrocarburants**<sup>1</sup>.

Pour que la Terre tourne plus **JUSTE** !

Avec la **crise financière**, de nombreux investisseurs se sont mis à la **recherche de nouvelles sources de profits rapides** et se sont réfugiés dans l'agriculture<sup>2</sup>. Il faut dire que le foncier et la nourriture sont devenus des produits financiers très juteux (jusqu'à 20% de rentabilité<sup>2</sup>).

L'arrivée massive de nouveaux acteurs dans la **spéculation agricole** a provoqué une augmentation des prix déconnectée des marchés physiques et de la réalité des stocks alimentaires<sup>4</sup>. Cela a attiré d'autres investisseurs sur ce marché, renforçant **la volatilité des prix**<sup>5</sup>.

### Quelques conditions de réussite d'un bon accaparement

Pour que l'accaparement engendre un réel profit (financier), il faut :

- des conditions climatiques et géographiques favorables à l'agriculture intensive (eau, grandes surfaces...),
- une gouvernance foncière opaque et faible pour que les négociations avec les États bailleurs soient faciles,
- une terre et une main-d'œuvre bon marché et peu de protection juridique des populations locales.

Les accaparements sont présentés positivement par les investisseurs et les institutions internationales (Banque mondiale, FMI...) qui mettent en avant le développement rural (création d'infrastructures, mise

en valeur de terres soi-disant inutilisées, création d'emplois et de richesses...). Des retombées positives sont prévues pour **les populations locales** (la plupart du temps, **rurales et paysannes**) ; pourtant, celles-ci semblent ne jamais en profiter<sup>1</sup>. Il est même rare qu'elles aient voix au chapitre. Elles **sont tout simplement privées de leur accès à la terre et, parfois, déplacées de force**, se retrouvant déracinées, **sans source de revenus<sup>2</sup> et n'étant plus à même de produire pour leur autosubsistance**.

De plus, les terres accaparées produisent uniquement pour l'export. Ainsi, en l'absence de production alimentaire locale, la souveraineté alimentaire est menacée car **les populations locales dépendent de denrées alimentaires importées**.

Par ailleurs, ces accaparements de terres ont un **impact environnemental négatif** (surexploitation des ressources en eau, érosion, pollution des nappes phréatiques...)<sup>2</sup>.

Enfin, ces effets négatifs ne s'accompagnent que très rarement de compensations pour les populations locales.

## Pour les paysannes, la situation se complique davantage

### L'accès au foncier pour les femmes a toujours posé problème en termes d'égalité et de reconnaissance de droit.

Dans leur contexte culturel historique, les paysannes subissent souvent des entraves à leur autonomie, du fait, par exemple, de certains droits coutumiers qui écartent les femmes de leurs droits à la terre (pas de droits de succession en matière de foncier, par exemple, ou, s'ils existent dans la loi, ils ne sont pas appliqués parce qu'ils sont en contradiction avec le droit coutumier).

De plus, **elles subissent les conséquences dramatiques des accaparements de façon aigüe** (violence et insécurité physique, augmentation de leurs tâches et de leur pénibilité due à l'éloignement et à l'empoisonnement des terres cultivables maraîchères ou à l'émigration des hommes). Par ailleurs, les terres dites « inutilisées » sont souvent celles cultivées par les femmes (pour les plantes médicinales, les pâturages, le bois de chauffage, les petites cultures vivrières...)<sup>6</sup>.

## Au Nord

Au Nord, c'est **un autre type de concentration du foncier qui limite l'accès à la terre et, par extension, la souveraineté alimentaire**.

En Belgique, depuis 1980, 63% des fermiers ont mis la clé sous la porte<sup>7</sup>. Durant la même période, la superficie des exploitations a plus que doublé<sup>8</sup>. Ceci est synonyme d'une **grande concentration du foncier**.

La moyenne d'âge chez les paysans belges est très élevée (30% ont plus de 60ans<sup>9</sup> !). Et comme l'accès à la terre est très difficile pour les personnes qui souhaitent se lancer dans l'agriculture, la question du renouvellement de la paysannerie belge se pose.

### Quels sont les facteurs qui génèrent cette situation ?

Face à des prix agricoles de plus en plus faibles, pour obtenir un revenu suffisant, les agriculteurs ont cherché à obtenir une plus grande productivité à l'hectare. Pour ce faire, ils ont été contraints d'utiliser une technologie lourde et des intrants chimiques. Travailler sur de plus grandes superficies permet d'amortir ces investissements technologiques.

Ceci est à comprendre dans un contexte international de libéralisation des marchés agricoles. En Europe, la Politique Agricole Commune (PAC) a progressivement abandonné ses instruments de régulation (prélèvements variables à l'importation, gestion de l'offre, garantie des prix...) et ce, pour adopter un système d'aide fixe directe aux agriculteurs. Ce système ne permet plus de garantir un revenu aux agriculteurs dans toutes les circonstances. Par exemple, quand

le prix mondial est trop bas. Avec la nouvelle PAC (depuis janvier 2014), les aides vont diminuer, ce qui augmentera encore le risque de faillite pour les agriculteurs belges.

Par ailleurs, les terres agricoles subissent une concurrence accrue d'**autres affectations du sol** (urbanisation, loisirs, infrastructures, zonings industriels...)<sup>8</sup> accompagnée d'une augmentation des prix qui défavorise les agriculteurs. C'est une situation qui est aggravée par la **spéculation**, surtout depuis la crise financière de 2008.

### Quant aux agricultrices, comme au Sud :

- elles restent victimes de stéréotypes en matière de rapports de genre,
- elles sont les principales responsables des activités dites « reproductives » (éducation, soin des enfants et des parents, entretien du foyer, nourriture de la famille, etc.),
- elles revendiquent le droit (et la capacité) de faire face, par elles-mêmes, aux défis de l'exploitation agricole (compétences agronomiques, juridiques, administratives et comptables).

Même si elles partagent les grandes revendications politiques de leurs homologues masculins, elles veulent un mouvement qui soit spécifique aux femmes. Pour rappel, les agricultrices belges se sont battues, ces dernières années, pour l'obtention d'un statut juridique pour les conjoints aidants (obtention de droits sociaux et reconnaissance juridique de leur travail) ainsi que celle de la co-titularité des droits de production spécifique (droits administratifs concernant notamment les primes dans la PAC).

## Ennemi commun, lutte commune

L'analyse de la problématique de l'accès à la terre et de son contrôle dans les deux hémisphères montre que les paysans/nes du Nord et du Sud font face à un même adversaire : **le modèle économique néolibéral dérégulé dont l'agrobusiness est un des visages.**

- Ils/elles sont incités/es à s'insérer dans un marché international qui les défavorise par des prix trop bas et volatils, et par la spéculation qui fausse le jeu ;
- Ils/elles occupent une position de faiblesse sur les marchés où ils/elles doivent affronter des multinationales qui dictent leur loi en fixant les prix et les conditions d'achat ;
- Certains États, l'agrobusiness et les spéculateurs réduisent l'accès à la terre, en favorisant une agriculture industrielle intensive et concentrée qui marginalise les petits producteurs et détruit l'environnement.

Ces dynamiques de marginalisation de l'agriculture paysanne et familiale ont pour conséquence de contraindre des populations entières à abandonner leur mode de vie et de production tout en leur faisant croire qu'aucun autre choix n'est possible. Pour qu'il y ait progrès (et profit), l'agriculture se réduit à une question de business sur un marché dérégulé.

**Or, d'autres options économiques et sociales existent.**

Elles s'articulent autour de concepts comme celui de souveraineté alimentaire à l'intérieur duquel l'agriculture familiale et paysanne occupe une place de choix.

### La souveraineté alimentaire

La souveraineté alimentaire est le concept fédérateur qui sous-tend la lutte des paysans/nes qui, partout dans le monde, revendiquent notamment leur droit à

Le 17 avril 2014, à Haren, au nord de Bruxelles, des *patatistes* plantent les patates de la souveraineté alimentaire !



choisir les systèmes agroalimentaires qui leur permettent de produire et de vivre décemment de leur travail. La souveraineté alimentaire englobe « **le droit des populations, de leurs États ou Unions à définir leur politique agricole, à protéger et à maîtriser leur agriculture (...)** »<sup>9</sup> en opposition au diktat des marchés et des multinationales. Sans l'accès à la terre et son contrôle, ces droits ne peuvent être garantis.

La souveraineté alimentaire vise aussi la **réappropriation de la façon de se nourrir**. Au Nord comme au Sud, les consommateurs sont de plus en plus soumis aux stratégies publicitaires de l'agrobusiness et ne sont plus en mesure de « contrôler » ce qu'ils mangent.

« Assez ! », disent les mouvements paysans au Nord et au Sud, le système agroalimentaire actuel est non seulement dangereux en matière d'environnement, mais il est aussi tout simplement injuste et entraîne des conséquences dramatiques sur la santé des paysans/nes.

Dans son article<sup>10</sup>, Laurent Garrouste met en avant les pénibilités physiques et psychiques vécues par les agriculteurs français. Il décrit leur situation comme « *insoutenable. Elle se fonde sur l'épuisement de la terre et du travailleur (...). Écologiquement, la fuite en avant productiviste bute sur la question des sols, de l'eau, de la réduction des variétés cultivées, du changement climatique en cours. Socialement, elle génère des formes de travail précaires, soumis à l'empoisonnement chimique ou à la souffrance psychique. Elle tue aussi, comme en témoigne le cortège silencieux des suicidés* ».

## L'agriculture paysanne et familiale

S'appuyant sur des études et des témoignages dans les deux hémisphères, les mouvements paysans ne cessent de répéter inlassablement **les atouts d'une agriculture paysanne et familiale** (emplois, haute productivité et respect de l'environnement, entre autres). Dans ses nombreuses analyses et études, Entraide et Fraternité a largement contribué à défendre cette position. Non seulement l'agriculture paysanne n'est pas archaïque et, soutenue, elle peut devenir un secteur professionnel hautement productif de la société, mais dans une optique de souveraineté alimentaire, elle est également porteuse d'un projet global communautaire, aux valeurs contestataires, à même de fédérer une série d'autres mouvements d'activistes écologiques, altermondialistes et consommateurs Nord/Sud.

Ces solidarités possibles entre agriculteurs et autres mouvements de la société civile prouvent encore une fois que les résistances et les contestations du modèle néolibéral dominant sont nombreuses et se multiplient partout dans le monde.

Il reste que les discriminations envers les femmes persistent et les rapports de genre peinent à être analysés de façon rigoureuse et transversale. Heureusement, au Nord comme au Sud, les mouvements de femmes sont solidaires dans leurs revendications. Citons, par exemple, un accès des femmes aux ressources (terre, eau, crédits, éducation...) et une reconnaissance du travail de la paysanne (droits sociaux) et de ses pouvoirs de décision dans les instances qui la concernent.

## Des revendications communes

Pour aller de l'avant dans les perspectives de souveraineté alimentaire, diverses stratégies se mettent en place. **Au Nord comme au Sud. Au niveau local, les initiatives se multiplient et le mouvement des patatistes pourrait bien être l'une d'entre elles.**

S'opposant à l'accaparement des terres, qui constitue un très bel exemple du fonctionnement du néolibéralisme globalisé, le mouvement des *patatistes* propose non seulement des **recommandations politiques en termes de régulation, mais également des pistes en vue d'alternatives, de voies de transition, de reconversion...**

Acte de désobéissance civile, radicalement contestataire (occupation d'un champ « interdit »), le mouvement des *patatistes* s'inscrit **dans la lignée des mouvements paysans résistant face au modèle néolibéral dominant qui impose ses lois.**

Et si l'effort symbolique est local (planter et entretenir des patates dans différentes villes belges), les revendications, quant à elles, sont totalement politiques et portent sur **une plus grande régulation des relations économiques et commerciales à tous les niveaux.**

Les *patatistes* présentent des revendications communes aux mouvements paysans du monde entier et qui rejoignent celles déjà avancées par Entraide et Fraternité<sup>11</sup> et ses partenaires Nord/Sud (renforcement de la gouvernance mondiale sur les questions foncières, mise en œuvre des directives volontaires pour une gouvernance foncière responsable, participation et consultation des populations sur les questions foncières, cohérence entre les politiques de développement et les politiques commerciales des États - notamment de la Belgique -, régulation des marchés agricoles et fonciers...).

## Les recommandations concernent aussi le problème de l'accès à la terre en Belgique<sup>12</sup>. Il s'agit de :

- faciliter et préserver l'accès au foncier pour les personnes les plus vulnérables (jeunes, femmes, nouveaux agriculteurs, petites et moyennes exploitations...),
- limiter la concurrence entre les différentes utilisations du sol, réguler la spéculation sur le foncier et maîtriser le prix de la terre. Améliorer la transparence du marché foncier,

- lier l'attribution de terres publiques à des critères sociaux et environnementaux (taux d'emplois par hectare, production locale, approches agroécologiques...),
- faciliter et soutenir la création de banques foncières telle que la coopérative Terre en Vue<sup>13</sup>.

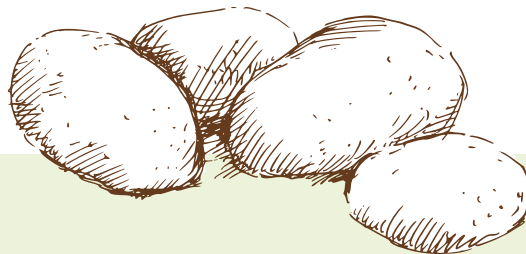
## Conclusion

Pour se réaliser, la souveraineté alimentaire nécessite la mise en place de conditions contextuelles favorables, ce qui nécessite, de la part des acteurs qui la revendiquent, un travail de plaidoyer vis-à-vis des décideurs politiques. Mais la souveraineté alimentaire requiert aussi un changement de paradigme qui s'appliquerait autant au système agro-alimentaire qu'à la société en général. Il ne suffit pas de dénoncer le modèle actuel visant exclusivement une exploitation massive des ressources et des biens communs dont les intérêts profitent à quelques groupes privés. Il s'agit aussi de proposer des alternatives tant pratiques (agroécologie, circuits courts, coopératives agricoles, banques foncières, réseaux de consommation alternative) que théoriques (études de viabilité des alternatives, concepts d'économies alternatives, rapports de genre, nouveaux indicateurs de richesse, etc.) qui visent à remettre l'environnement, le bien-être des populations, la qualité de la vie et les liens sociaux au centre des préoccupations. Ainsi, c'est une nouvelle société qui s'invente et qui laisse deviner d'autres rapports à la propriété, au temps, à l'espace, à la nature.

Ce sont là les composantes d'un nouveau modèle culturel qui émergent, où les rapports à la terre, à l'alimentation et à la nature sont porteurs de valeurs foncièrement révolutionnaires. Parmi celles-ci, espérons que les rapports de genre, encore malheureusement trop peu pris en compte dans les faits, parviendront à occuper la place qu'ils méritent.

Le mouvement des *patatistes* est une illustration supplémentaire de ce courant international émergent issu de la convergence de différents groupes de la société civile sur les questions agricoles et alimentaires ainsi que sur un des enjeux lié directement à elles : l'usage et le contrôle des terres.

Ce « mouvement » des *patatistes* qui a poussé son premier cri le 17 avril 2014 doit encore faire racine, grandir, se mettre en marche et montrer qu'une autre économie, solidaire, durable, locale et féministe est possible.



<sup>1</sup> Carmelina Carracillo, François Delvaux, Régis Jacob, Giacomo Monti, « *Sans Terre pas d'Avenir : quels enjeux pour l'agriculture paysanne* », Entraide et Fraternité, Février 2011 (disponible à l'adresse : <http://www.entraide.be/Sans-terre-pas-d-avenir-707>).

<sup>2</sup> Consortium d'ONG belges (FIAN-Belgium, Oxfam Solidarité, CNCD-11.11.11, Entraide et Fraternité, SOS Faim), « *Ruées vers les terres ? Quelles complicités belges dans le nouveau Far West mondial ?* », Juin 2013 (disponible à l'adresse : <http://www.entraide.be/Ruees-vers-les-terres>).

<sup>3</sup> European Commission, *Preparatory study on food waste across EU 27*, 2010.

<sup>4</sup> Loïc Boon, « *Comprendre la volatilité des prix : comment fonctionnent les marchés ?* », Analyse Entraide et Fraternité, 2013.

<sup>5</sup> François Delvaux, « *L'agriculture à la mode néolibérale coupe-t-elle la faim aux paysans ?* », in « *Commerce International : quels enjeux pour l'agriculture paysanne ?* », Entraide et Fraternité, 2012.

<sup>6</sup> Valentina Camponovo, « *Genre et agrocarburants, quels enjeux* », Analyse Entraide et Fraternité, 2012.

<sup>7</sup> SPF Economie, PME et classes moyennes et Energie, « *Chiffres clés de l'agriculture en 2013* », 2013.

<sup>8</sup> Philippe Boikete, « *L'agriculture belge, bilan en perspective* », État de la Question, Institut Emile Vandervelde, 2012.

<sup>9</sup> Définition de la souveraineté alimentaire de Via Campesina au sommet mondial de l'alimentation de 1996.

<sup>10</sup> Garrouste L., Lyonnais L., Mitralias R. (coord.), « *Pistes pour une agriculture écologique et sociale* », Ed Syllepse, Paris, 2014, page 67.

<sup>11</sup> Voir, par exemple, le document d'analyse politique d'Entraide et Fraternité : « *Sans Terre, Pas d'avenir : Quels enjeux pour l'agriculture paysanne ?* », 2011 (disponible à l'adresse : <http://www.entraide.be/Sans-terre-pas-d-avenir-707>).

<sup>12</sup> Voir le document de recommandations du RésAP « *Pas de terre sans paysans - Pas de paysans sans terre* » (disponible à l'adresse : <http://luttrespaysannes.be/spip.php?article67>).

<sup>13</sup> <http://www.terre-en-vue.be/>